

Le blé : vital pour l'homme, central pour la sécurité mondiale

dimanche 6 novembre 2016, par [Sébastien ABIS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Sébastien ABIS](#), **Le blé : vital pour l'homme, central pour la sécurité mondiale**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 6 novembre 2016.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Le blé est omniprésent dans notre quotidien mais nous n'avons pas suffisamment conscience de son caractère précieux et stratégique. Si son accès est facile dans les pays développés, il reste convoité dans de nombreux territoires qui souffrent d'un déficit structurel à son égard. Le blé est donc à la fois une question géopolitique ancienne, contemporaine et peut-être encore plus problématique à l'avenir, argumente S. Abis dans cet article inédit pour Diploweb.com.

C'EST une matière première qui contribue depuis l'Antiquité au développement des sociétés et à l'organisation des relations de pouvoir. Si la demande pour ce produit vital se mondialise et s'amplifie avec la croissance démographique, sa culture reste localisée dans des territoires qui bénéficient d'une géographie généreuse (eau, sols fertiles, climat tempéré). Peu de pays possèdent de tels atouts et rares sont ceux qui en produisent pour à la fois nourrir leurs populations et en exporter. Illustration des déséquilibres alimentaires mondiaux, le blé s'avère être, au même titre que le pétrole, un enjeu géopolitique à considérer avec la plus grande attention. Pour ce faire, nous proposons dans un premier temps de rappeler quelques fondamentaux à propos de [l'agriculture et de l'alimentation](#), puis d'explorer les arcanes géostratégiques des céréales avant de nous interroger sur les liens de plus en plus étroits entre le climat, la sécurité alimentaire et l'énergie. Ces étapes nous amèneront sur l'actualité plus récente, entre la COP21 de Paris et la COP22 de Marrakech, mais également à propos des attributs de puissance de la France qui demeurent synergiques avec les besoins du monde.

Des évidences stratégiques à mémoriser

Il importe de rappeler qu'il existe un impératif alimentaire en tout temps et en tout lieu. Il faut se nourrir pour vivre et il faut donc produire en agriculture pour assurer la sécurité alimentaire du plus grand nombre de personnes. C'est une histoire vieille comme le monde qui n'est pas prête de s'arrêter. **La difficulté tient désormais à la nécessité de pouvoir augmenter les productions tout en ménageant les ressources naturelles.** L'eau et la terre arable, qui se raréfient et qui sont très mal réparties sur la planète, mais aussi les énergies, les biodiversités terrestres et marines ou encore les forêts : autant d'éléments à préserver sur le plan environnemental et qui sont indispensables à l'activité agricole. L'agriculture et l'alimentation ont toujours représenté des variables clefs dans les jeux de pouvoir, les rivalités et les stratégies des acteurs, étatiques ou autres. Il est hautement probable que le degré de conflictualité entre les Etats autour des enjeux agricoles augmente dans ce siècle. Et là où les armes résonneront, c'est bien la pauvreté et l'insécurité alimentaire qui progresseront mécaniquement. Insistons bien sur ce paramètre : c'est d'abord et avant tout la paix qui détermine les conditions de la sécurité humaine dont fait partie intégrante la composante alimentaire.

Depuis la crise alimentaire mondiale de 2007-2008, qui avait provoqué plusieurs émeutes sociales et politiques dans près d'un quart des Etats de la planète, en raison d'une violente flambée des prix des denrées de base, les enjeux agricoles reprennent une certaine centralité dans l'agenda stratégique international. S'il faut se réjouir de ce « reclassement » (car c'est bien l'absence de considérations sur l'importance de l'agriculture pour la stabilité dans le monde qui constitue une myopie aigüe pour l'analyse), il n'en reste pas moins que les inquiétudes sur l'évolution de la situation alimentaire sont légitimes. Pour faire simple, c'est la complexité de l'équation suivante qui crispe les réflexions : **comment produire plus pour**

répondre à la croissance de la demande mais mieux pour rendre durable le développement sachant que les ressources naturelles indispensables à l'activité agricole - l'eau et la terre - se raréfient dans plusieurs régions de la planète ? Entre l'augmentation de la population (environ 2,5 milliards d'habitants supplémentaires d'ici à 2050), les contraintes météorologiques qui s'accroissent (et l'agriculture est presque totalement climato-dépendante) et les disparités socio-territoriales qui s'accroissent (avec le plus souvent une superposition des cartographies de la pauvreté, des conflits et de la vulnérabilité agricole), il serait difficile de nier le caractère géopolitique des questions agricoles. Le XXIème siècle mettra le monde à l'épreuve sur le plan climatique, énergétique, hydrique, foncier...et donc sur le plan alimentaire globalement. Au cœur de ces enjeux géostratégiques se situe le blé, plante vieille comme les civilisations antiques, mais dont le rôle pivot pour la sécurité mondiale ne se dément pas.

Le blé : progression globale mais inégalités planétaires

Pour beaucoup de botanistes et d'historiens, l'origine du blé se trouve en Mésopotamie, c'est à dire au Moyen-Orient, dans le croissant fertile où serait née l'agriculture elle-même entre environ 9500 et 8700 ans avant J.-C. Cela fait donc presque douze millénaires que cette céréale est produite et consommée. Les surfaces couvertes par du blé se sont même développées à travers la planète, en suivant par exemple les trajets de la route de la soie ou par l'intermédiaire des grandes expéditions maritimes. Cette extension géographique repose sur des caractéristiques bien spécifiques. Le blé est une plante qui s'adapte à des climats variés, même si la préférence va à ceux des régions tempérées où la régularité des pluies favorise sa croissance. La culture du blé s'est peu à peu répandue grâce aux techniques introduites par l'homme. Cette dissémination des cultures dans l'espace mondial confère un pouvoir géopolitique essentiel au blé : des moissons ont lieu toute l'année sur le globe mais selon des calendriers différents. Les régions productrices de blé se répartissent les saisons, dans un mouvement de balancier entre l'hémisphère Nord et l'hémisphère Sud.

Cette moisson tout au long de l'année donne au commerce du blé une relative stabilité, car il se retrouve a priori disponible à tout moment. Or cette situation confortable n'est que relative. D'une année à l'autre, les volumes récoltés peuvent varier fortement dans un ou plusieurs pays. La nervosité gagne rapidement les marchés si des baisses de production et des accidents météorologiques frappent les grands pays producteurs-exportateurs que nous allons présenter ultérieurement. La marge d'imprévisibilités existant sur une récolte peut entraîner des phénomènes spéculatifs, qui seront d'autant plus manifestes si l'effolement prime sur la sérénité. Or l'émotionnel et la psychologie ont pris récemment une part accrue dans le jeu géoéconomique mondial. [Un risque géopolitique concomitant peut aussi provoquer un emballement des cours du blé.](#) De même, une mauvaise récolte dans un coin de la planète peut affecter l'ensemble du commerce international. C'est le corollaire inévitable d'un monde de plus en plus interdépendant. D'autant qu'un autre élément essentiel doit être considéré : celui de la très forte internationalisation du blé, c'est-à-dire la part de la production qui se retrouve sur le marché des échanges. Elle oscille en moyenne entre 20 et 25%. Comparativement, moins de 10% des produits agricoles partent sur les tables du commerce mondial. Pour les autres céréales, cette part se situe en moyenne à 15% pour l'orge, 10% pour le maïs, 8% pour le riz.

A la fin du XIXème siècle, la production mondiale de blé est estimée à 60 Mt. Elle passe à

environ 100 Mt lorsque la Grande guerre éclate en Europe. Au début des années 1950, la barre des 200 Mt est franchie, puis celle des 300 Mt dès la fin des années 1960. Les innovations génétiques et techniques améliorent les rendements de manière spectaculaire. Dès la fin de la décennie 1970, la production mondiale de blé dépasse 400 Mt. Au milieu des années 1980, le seuil des 500 Mt est déjà atteint. Symboliquement, le passage au XXI^{ème} siècle s'effectue avec des récoltes en blé supérieures à 600 Mt. Lors de la dernière campagne 2014-2015, la planète a connu une production record de 720 Mt. A la différence du maïs, le blé reste majoritairement consommé par les êtres humains (environ 70%), avec 66 kilogrammes en moyenne annuelle par individu. **Ce chiffre cache des disparités régionales significatives.** Dans les pays nord-africains, la consommation de blé par habitant y est trois fois supérieure ! Le blé occupe actuellement un tiers des superficies céréalières et environ 15% des terres agricoles cultivées dans le monde. Mais ces 225 millions d'hectares (Mha) actuellement dédiés à la culture du blé pèsent finalement peu eu égard à la valeur stratégique du produit. C'est à peine quatre fois la taille de [la France](#). **Plus de la moitié des terres à blé de la planète se situent dans 5 « puissances » (Inde, Chine, Russie, Etats-Unis et UE).** D'ailleurs, 85% de la production mondiale de blé est réalisée par dix puissances uniquement : à celles précédemment citées s'ajoutent le Canada, l'Australie, le Pakistan, l'Ukraine et la Turquie. Cet oligopole mondial (au sein duquel existe des écarts de rendements importants - la France réalisant à ce niveau de véritable performance avec 7,5 tonnes à l'hectare) détient donc un pouvoir stratégique car ce sont désormais près de 3 milliards de personnes qui consomment du blé quotidiennement et sur tous les continents.

Alors que la population mondiale a été multipliée par quatre au cours du dernier siècle, passant de 1,7 milliard d'habitants au début des années 1910 à 7 milliards au début des années 2010, la consommation et la production de blé sur la planète ont été multipliées par sept sur cette période. Sur ces quelques 700 Mt produites, 6 à 7% sont de type blé dur (qui sert à faire les pâtes ou la semoule), confirmant le poids dominant du blé tendre (qui permet de faire du pain ou des galettes). Par leur travail, et grâce à des politiques volontaristes stimulant cette économie agricole, les hommes ont su répondre au défi alimentaire posé par une demande en très forte croissance. Si cette performance est pour le moins remarquable, des difficultés apparaissent ces dernières années pour la reproduire. Entre 1998 et 2013, la demande mondiale de blé a été supérieure à huit reprises à la production. Il a donc fallu puiser dans les stocks pour combler ces écarts entre ce que la terre produit et ce que le monde consomme. Rappelons ici que les stocks mondiaux de blé ne représenteraient que trois mois de consommation. Cela a eu des répercussions inévitables sur les marchés. En outre, la progression des rendements se tasse depuis la fin du XX^{ème} siècle et rien ne garantit qu'il soit possible de servir sur la table du monde les 1000 Mt qui seront probablement appelés par la demande humaine, animale et industrielle à l'horizon 2050.

Rapprocher l'offre de la demande en blé

Dans ce contexte, le rôle géostratégique du commerce du blé, déjà essentiel depuis l'Antiquité, s'amplifie. La logistique, qui permet de rapprocher l'offre de la demande, s'avère déterminante et ses nombreux acteurs, publics ou privés, ont une implication dans la sécurité alimentaire mondiale. Si la culture du blé s'est propagée dans le temps et l'espace, il apparaît finalement que sa production reste concentrée dans très peu de Nations (quand bien même du blé est récolté dans près de 100 pays sur le globe). Il faut donc faire appel aux échanges commerciaux

pour permettre à de nombreux pays de couvrir la totalité de leurs besoins domestiques. Cette réalité s'est même confortée avec la croissance des villes qui s'est développée dans un contexte où l'approvisionnement des populations urbaines fut construit essentiellement en empruntant les autoroutes transocéaniques et transcontinentales d'un commerce agricole mondialisé. Environ **160 Mt de blé se retrouvent sur les marchés internationaux actuellement**, dont l'écrasante majorité sert à nourrir les hommes. Ce commerce représente un montant de **50 milliards de dollars**, le blé étant encore aujourd'hui le produit agricole et alimentaire le plus échangé au monde. **Si un individu sur six dépend actuellement des marchés internationaux pour se nourrir**, ce taux pourrait grimper jusqu'à 50 % à partir du milieu du siècle. Ainsi donc va s'amplifier une situation contemporaine déjà problématique, où les régions à forte production agricole et céréalière - et avec encore du potentiel - ne sont pas celles où les besoins augmentent. Les données de la FAO indiquent que le déficit en blé pour les pays en développement est passé de 30 à 70 Mt entre 1970 et 2010. Il pourrait atteindre plus de 110 Mt en 2050. **Les dix principaux acheteurs de blé dans le monde se nomment désormais Algérie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Égypte, Indonésie, Iran, Japon, Mexique et Nigeria.** Ils ont acheté chacun au moins 4 Mt de blé sur les marchés au cours des dernières années.

Par rapport à la situation prévalant il y a 20 ans, ce sont 60 Mt de blé supplémentaires qui sont mises chaque année sur les marchés. Ce gain ne provient pas des [Etats-Unis](#) qui pourtant [assurent encore environ 20 à 25% des exportations mondiales de blé](#). Il résulte en partie de l'activité dans l'UE dont **l'élargissement à l'Est du continent a renforcé un potentiel agricole avéré en ce domaine et qui a dopé ses capacités à l'export**. Il s'explique surtout par le grand retour de la mer Noire après la grande parenthèse de l'ère soviétique. Sur les temps longs de l'histoire, tout se passe comme si la Chine reprenait sa place dans l'économie mondiale et que les pays de la mer Noire retrouvaient la leur sur la carte céréalière de la planète. A eux trois, Russie, Ukraine et Kazakhstan placent régulièrement plus de 35 Mt sur les marchés annuellement depuis le milieu de la décennie 2000 (contre 5 à 10 Mt dans les années 1990). En additionnant les ventes extérieures de blé de ces trois pays à celles de la Turquie et de la Roumanie, autres riverains de la mer Noire, il apparaît que **la mer Noire aura réalisé environ 25% des exportations mondiales de blé cumulées entre 2010/2011 et 2014/2015**. Pour le dire autrement, avec environ 185 Mt au cours de ces cinq dernières campagnes de commercialisation, le bassin de la mer Noire, c'est 40 Mt de blé exportées en plus par rapport aux Etats-Unis et plus du double des quantités mises sur les marchés par des puissances comme le Canada et l'Australie. A titre comparatif, pour l'UE28, le chiffre est de 130 Mt. Ce grenier historique, dont les dynamiques géopolitiques restent imprévisibles, se présente en miroir inversé vis-à-vis d'un voisinage méridional qui s'affiche lui comme la première zone d'importations de blé de la planète. Alors qu'ils ne comptent que pour 5% de la population mondiale, **les pays de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient polarisent le tiers des achats de blé sur les marchés internationaux**. Cette observation n'est pas conjoncturelle : c'est une tendance lourde depuis le dernier tiers du XX^{ème} siècle et la zone demeurera celle où les besoins d'importations seront les plus forts à l'avenir. L'Égypte, qui pourrait dépasser les 100 millions d'habitants d'ici 2030, est d'ores et déjà le premier pays importateur du monde, avec plus de 10 Mt achetées par campagne. Algérie, Maroc, Tunisie, [Irak](#), [Iran](#), [Syrie](#), [Yémen](#) et [Arabie saoudite](#) suivent de près dans ce classement de la « peur ». Car manquer de blé, c'est révéler une vulnérabilité et dépendre de l'extérieur pour nourrir sa population, donc pour tenter d'atténuer les risques sociopolitiques internes.

Agriculture, climat et énergie : des défis en commun

Le paramètre météorologique est fondamental quand il s'agit d'agriculture. Il existe depuis toujours une climato-dépendance manifeste, comme pour nul autre secteur d'activité. La sécurité alimentaire, qui détermine pour beaucoup la sécurité humaine, repose donc aussi sur les conditions climatiques. Si le travail des hommes et la disponibilité des ressources hydriques et foncières s'avèrent essentiels à la production agricole, il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance des pluies, des températures ou de l'équilibre des saisons. Malgré l'existence de nombreux débats, les scientifiques s'accordent sur l'accentuation des transformations climatiques au cours des prochaines décennies et d'un réchauffement tendanciel des températures à l'échelle du globe, qui se traduiront par une démultiplication des instabilités. La vie de millions de personnes sera bouleversée, tout comme les cultures agricoles. Le 5^e rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), paru en 2014, met particulièrement l'accent sur les risques alimentaires liés aux changements climatiques. **Sans adaptation des pratiques agricoles, les rendements des grandes cultures - dont le blé - pourraient diminuer de 2 % par décennie en moyenne et au niveau mondial.**

L'impact s'avère très variable d'une région à une autre et il faut y considérer à chaque fois le bilan global des effets négatifs et des effets positifs, comme par exemple la croissance locale des rendements sous l'effet de l'élévation de la température, de l'humidité et de la disponibilité de CO₂. Ceci pourrait par exemple être le cas dans les latitudes élevées. Pour autant, il est légitime de redouter les effets des changements climatiques sur les récoltes de blé dans certaines régions de basse altitude. Certaines, déjà fragiles sur le plan des dotations géographiques et des équilibres céréaliers, seront aussi les plus touchées par les événements météorologiques extrêmes. Pire, il s'agit aussi, le plus souvent, des zones les plus instables sur le plan géopolitique. Les changements climatiques pourraient ainsi amplifier la sismicité chronique de certains pays, notamment [en Afrique du Nord et au Moyen-Orient](#). L'élévation des températures devrait, en effet, y être l'une des plus significatives du globe, selon le GIEC, et sans adaptation, les rendements des cultures pourraient baisser jusqu'à 30 % en cas de réchauffement de 1,5 à 2 °C d'ici à la fin du siècle, voire de 60 % si le scénario se situe à + 3 ou 4 °C. Les tensions relatives à l'accès aux ressources (eau, sols) et à l'alimentation se développeront donc dans ces pays, tout comme les migrations dites « environnementales » s'ajouteront à celles « rurales », provoquant un accroissement des risques urbains et de l'instabilité sociopolitique. Plus de désordres climatiques demain, c'est donc assurément plus d'instabilités sur les marchés mondiaux du blé. Les prix du blé - donc du pain - partiront à la hausse. Un pays importateur en Afrique du Nord, par exemple, pourrait être triplement victime du changement climatique : baisse des rendements sur son sol, accidents météorologiques chez ses fournisseurs et nervosité croissante des marchés. Il est donc très probable que la sensibilité aux chocs intérieurs et internationaux se renforce dans de nombreux pays. Cependant, la vulnérabilité sociale y sera fortement distinctive, puisque, comme hier et aujourd'hui, les franges les plus pauvres des sociétés seront principalement touchées.

Si [les questions démographiques](#), hydriques, foncières ou climatiques pèsent sur l'équation agricole mondiale, l'énergie n'est pas non plus une problématique secondaire. Dans son histoire contemporaine, l'agriculture mondiale a recouru à toujours plus d'intrants et demeure encore très consommatrice d'énergie. De près ou de loin, l'agriculture est donc liée à la

conjoncture pétrolière, elle-même soumise aux aléas géopolitiques. **Le prix du blé sur les marchés internationaux peut être tiré à la hausse si, parallèlement, les cours du pétrole et du fret maritime s'envolent.** L'énergie appelle donc inévitablement des considérations quand une réflexion prospective sur le blé est engagée. Alimentation, énergie et climat forment un nexus stratégique sur lequel la géopolitique du XXI^e siècle continuera de reposer. L'amélioration des rendements, tout comme la réduction des pertes après récolte et sur les routes du transport, s'affiche pourtant comme un déterminant majeur dans l'équation future de la sécurité alimentaire de la planète. Pour faire face à la hausse de la demande en blé, il est certain que les régions productrices dotées de solides atouts pédoclimatiques et géographiques vont devoir franchir des paliers en matière de productivité à l'hectare, puisque l'extension des surfaces céréalières sera de moins en moins possible. En Amérique du Nord, en Europe, en Russie, autour de la mer Noire et même en Afrique du Nord, un tel potentiel d'accroissement existe. Il dépend des politiques publiques, de la structuration de l'agriculture et, surtout, des investissements dans la recherche. Il est probable que si des pays producteurs abandonnent le progrès de la recherche agronomique à l'heure où d'autres investissent dans l'innovation, alors la cartographie mondiale de la production en blé pourrait être profondément transformée au cours de ce siècle. Des frontières technologiques définies dépendent les zones dynamiques de production de demain.

2016 : de COP21 à COP22 en passant par des moissons catastrophiques

L'agriculture, grande victime des changements climatiques, est souvent considérée comme l'une des principales responsables des émissions de Gaz à effet de serre (GES). A l'échelle de la planète, elle contribuerait à hauteur de 17%, directement à travers les activités agricoles (notamment l'élevage), auxquels s'ajouteraient 7 à 14% liés à des modifications d'affectation des terres [1]. L'agriculture fait donc incontestablement partie du problème. Nous pourrions objecter que sa vocation première, à savoir nourrir les êtres humains, n'est pas négociable à la table des débats climatiques internationaux alors que tant d'autres secteurs, fortement émetteurs de CO₂, ne se caractérisent pas par un tel besoin vital. Nous le ferons simplement en miroir d'une situation où l'agriculture paraît toujours plus diabolisée que d'autres activités au sujet des émissions de GES. Et nous soulignons ce paramètre à plus forte raison que l'agriculture est l'unique secteur, avec les forêts, qui simultanément rejette (par respiration) et capte du CO₂ (par photosynthèse sous l'action de la lumière) ! Elle fait donc aussi bien partie des solutions. Ce message a été porté par la France qui vient de tenir avec succès la COP21 à Paris en décembre 2015 et par le Maroc qui accueille la COP22 à Marrakech en novembre 2016. Dans ces deux événements internationaux consacrés au climat, l'agriculture est équitablement traitée, pour à la fois souligner que le secteur était le plus touché par les dérèglements climatiques et que cela représentait une menace pour la production durable de nourriture, pour intensifier les transitions dans les systèmes agricoles afin de réduire l'empreinte environnementale du secteur, mais aussi pour révéler que l'agriculture pouvait apporter des solutions concrètes dans les réponses à mettre en œuvre en faveur du climat. La mise en place de l'initiative dite du « 4 pour 1000 » (qui vise à accroître le stockage de carbone dans les sols pour améliorer les rendements agricoles et réduire les émissions du secteur) s'avère à ce titre illustrative de l'effort diplomatique mené dans cette perspective.

Comme toutes les cultures agricoles, les productions et les rendements en blé sont fonctions

de la météorologie. Celle-ci peut entraîner des écarts importants entre les saisons ou venir contrecarrer des efforts déployés pour le développement agricole. Il suffit de regarder l'année 2016 et de chaque côté de la Méditerranée. Le Maroc, après une récolte record en 2015 de l'ordre de 11,5 Mt en céréales, a connu une sécheresse considérable entre l'automne 2015 et le printemps 2016, la pire enregistrée depuis 50 ans. Résultat, en 2016, le Royaume connaît une contraction de 70% de sa production céréalière, qui tombe à 3,6 Mt, soit un chiffre plus de deux fois inférieur à la moyenne enregistrée de 8 Mt sur la période 2009-2015. Si la mise en place du Plan Maroc Vert en 2008, visant à faire de l'agriculture un pilier stratégique du développement du Royaume, permet depuis de doper les productions en tendances et d'atténuer l'impact de la sécheresse en 2016, force est de constater que le manque de pluviométrie aura à lui seul provoqué une chute brutale de la moisson en céréales. De l'autre côté de la Méditerranée, la France a connu une situation similaire mais en miroir inversé. 2016 n'y aura pas été une année sèche, mais au contraire très pluvieuse, combinée avec des températures douces en hiver et parfois presque tropicales au démarrage de l'été. Des inondations dramatiques ont frappé la plupart des régions céréalières de l'Hexagone, à tel point que la récolte 2016 chute à 29 Mt, soit près de 30% en moins par rapport à 2015 où elle fut record à 41 Mt. Alors que la France est réputée pour son climat stable lui facilitant des productions végétales régulières, atout que lui envient tous les Etats céréaliers de la planète qui rencontrent bien plus souvent des accidents météorologiques, **l'année 2016 lui enseigne qu'elle est pleinement exposée aux aléas du climat**. Pour elle comme pour le Maroc, moins de céréales récoltées se traduit immédiatement, à des degrés certes différenciés, par des chocs économiques en milieu rural et dans la balance commerciale.

Le blé en France, produit phare d'une diplomatie économique à organiser

Toutefois, l'année 2016 pour la France ne doit pas masquer des réalités tendanciennes, à plus forte raison que les temps longs comptent énormément dans l'équation géopolitique agricole. La France est tout particulièrement concernée par le blé et la Méditerranée. Le premier constitue son « pétrole doré », la seconde représente à la fois son histoire, son influence et sa responsabilité. Puisque la France s'interroge sur l'état de sa puissance et son rang à l'international, parallèlement à des démarches visant à redresser l'économie du pays et à valoriser ses meilleurs atouts pour agir avec justesse dans la mondialisation, n'aurait-elle pas intérêt à sillonner davantage ces champs de blé qui couvrent 10% de sa superficie métropolitaine totale ? **5ème pays producteur et le 3ème exportateur en blé de la planète, la France fait partie de ce cercle très fermé de pays capables de nourrir sa population et de libérer systématiquement depuis les années 1970 des surplus à l'export**. Environ 500 000 emplois directs et indirects sont générés en France par la filière céréalière. En 2015, l'exportation de céréales s'est élevée à 9 milliards d'euros, le blé tendre étant de très loin la céréale phare dans cette performance qui chaque année se reproduit. Avec le blé, la France exporte l'équivalent de deux Airbus par semaine. N'est-ce pas là un exploit à relater plus souvent ?

A ces résultats remarquables s'ajoute une dimension géopolitique qui confère au blé un pouvoir potentiellement majeur dans cette diplomatie économique que la France cherche à développer. En effet, **un hectare de blé sur cinq cultivé en France se retrouve consommé par les populations du Sud de la Méditerranée**, qui captent ainsi deux-tiers

des exportations françaises de blé en dehors de l'UE (l'Algérie en est le principal débouché). Ces flux céréaliers créent de l'interdépendance : si les pays nord-africains ont besoin des productions de l'hexagone, la France doit compter sur ces clients. Relations humaines de confiance, francophonie, fiabilité des productions et accompagnement technique pour le développement agricole et logistique local apportent des preuves concrètes et récurrentes de la solidité des rapports que la France et la Sud de la Méditerranée entretiennent grâce au blé. Si la concurrence s'amplifie et que des critères qualité se transforment, c'est surtout l'instabilité et l'insécurité dans cette région proche qui pourraient altérer ces dynamiques économiques, agronomiques et diplomatiques.

Le paramètre climatique est fondamental pour la sécurité alimentaire mondiale, qui est l'un des déterminants de la stabilité et de la paix. À cette vérité planétaire, qui résonne significativement en Afrique - thématique au coeur de la prochaine COP22 au Maroc - la France doit formuler une réponse. Ses avantages géographiques, logistiques et humains lui confèrent un statut de grand pays agricole et de grenier à blé. Comme chaque attribut de puissance, de tels atouts nécessitent d'être territorialement entretenus, politiquement valorisés et stratégiquement ajustés aux évolutions globales. La France, en quête d'un repositionnement intelligent sur la scène internationale, où son rôle serait cohérent avec ses forces intérieures et les besoins extérieurs, doit pouvoir s'appuyer sur son agriculture et compter sur la valeur de ses céréales en intégrant davantage les défis climatiques. Le blé - à la différence de certains produits létaux pourtant plus commentés - ne serait-il donc pas un excellent ambassadeur d'une diplomatie économique à la française, capable de conjuguer performances commerciales, coopérations techniques et responsabilités géopolitiques autour d'un produit vital ?

Copyright Novembre 2016-Abis/Diploweb

Plus

Sébastien Abis, Mohammed Sadiki, *Agriculture et climat. Du blé par tous les temps* (IRIS Editions/Max Milo)



Agriculture et climat

Du blé par tous les temps

Max Milo



4e de couverture

Activité vitale de par sa fonction nutritive, l'agriculture remplit aussi des rôles économiques, sociaux et environnementaux. Elle continue également d'être un déterminant de la stabilité et de la paix. Or, la croissance démographique et l'amplification des changements climatiques la placent devant un double impératif. Très exposée aux chocs météorologiques et aux catastrophes naturelles, l'agriculture doit cependant accroître sa productivité tout en réduisant son empreinte sur l'environnement. Parallèlement, elle offre des réponses face aux menaces qui pèsent sur l'évolution du climat.

Cette interaction permanente entre climat, alimentation et géopolitique trouve un écho majeur dans le bassin méditerranéen, véritable baromètre des tensions agricoles mondiales. La gestion de l'eau et de la terre, l'amélioration des conditions de vie en milieu rural et la nécessité de recourir aux marchés internationaux pour couvrir les besoins alimentaires sont des défis majeurs à relever dans cette région.

Le blé se situe au coeur de ces problématiques. Dénrée de base pour des milliards d'individus, il s'avère essentiel dans l'équilibre des systèmes nutritionnels. Plante climato-active, il constitue, à l'instar des forêts, une véritable « pompe à carbone ». À travers les cas de la France et du Maroc, pays dans lesquels le blé occupe une place centrale dans les politiques agricoles et les dynamiques territoriales, il est intéressant d'observer l'évolution des pratiques des céréaliculteurs pour conjuguer sécurité alimentaire et adaptation aux changements climatiques. Produire plus, produire mieux et assurer une régularité de la production de blé, telles sont les tendances à renforcer au regard des enjeux stratégiques qui rapprochent le futur de l'Europe, de la Méditerranée et de l'Afrique.

Voir le [livre de Sébastien Abis et Mohammed Sadiki, Agriculture et climat. Du blé par tous les temps \(IRIS Editions/Max Milo\) sur le site de l'IRIS](#)

P.-S.

Chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Il a publié à l'été 2015 *Géopolitique du blé. Un produit vital pour la sécurité mondiale* (IRIS Editions/Armand Colin) et à l'automne 2016, avec Mohammed Sadiki, *Agriculture et climat. Du blé par tous les temps* (IRIS Editions/Max Milo).

Notes

[1] OECD, Agriculture and Climate Change : Towards Sustainable, Productive and Climate-Friendly Agricultural Systems, Background Note for the OECD Meeting of Agriculture Ministers, April 2016.